



communiqué

N^o: 015
No.:

Le 28 janvier 1987

RAPPORTEURS SPÉCIAUX POUR UN INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE L'AVANCEMENT DÉMOCRATIQUE

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'honorable Joe Clark, et la ministre des Relations extérieures, l'honorable Monique Landry, ont annoncé aujourd'hui la nomination de deux distingués Canadiens qui auront pour tâche de conseiller le gouvernement sur la forme et le mandat d'un institut international des droits de la personne et de l'avancement démocratique dans le tiers monde.

La proposition de créer l'institut fut faite par le Comité parlementaire spécial sur les relations extérieures du Canada, présidé conjointement par le sénateur Jean-Maurice Simard et le député Tom Hockin, et fut acceptée par le gouvernement dans sa réponse au Rapport du Comité.

Me Gisèle Côté-Harper, professeur de droit à l'Université Laval, vice-présidente de la Fondation canadienne des droits humains, ancien membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU, et M. John Courtney, professeur de sciences politiques à l'Université de Saskatchewan, président de l'Association canadienne des sciences politiques, membre du Conseil de recherches en sciences humaines, ont été nommés rapporteurs spéciaux pour la création d'un institut.

Me Côté-Harper et M. Courtney vont consulter un large éventail de personnes et de groupes canadiens qui s'occupent de coopération au développement, des droits de la personne, d'avancement démocratique et de coopération économique et feront des recommandations sur la meilleure façon d'utiliser un institut comme instrument efficace de contribution au renforcement des droits de la personne et des institutions et règles démocratiques dans les pays en développement.